



COMMISSION DE  
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse  
du 04 au 10 Novembre 2017**

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI*

## Sommaire

### I. COI et ses projets

- 1.1 Coopération ..... 3**
- Un Engagement Durable Pour L'Enseignement Supérieur et la Recherche
  - Coopération régionale : La Chine affirme son soutien à la COI en faisant un don de 100 000 dollars
  - La Chine fait un don de 100 000 dollars à la COI
  - Réunion du Bureau de l'Association des Villes et Communes de l'Océan Indien à Saint-Denis
  - Chine - COI : un soutien renouvelé
- 1.2 Environnement ..... 8**
- PEDRR Shoutout: Western Indian Ocean Islands take matters into their own hands with Eco-DRR training

### II. Centres d'intérêts

- 1.1 Changement Climatique ..... 9**
- Démarrage de la COP23 : Urgence de solutions de rupture
- 1.2 Coopération ..... 11**
- Blue Economy, tourism two areas of cooperation for Seychelles, Ireland, new ambassador says
  - Questions à Mathieu Discour, directeur de l'AFD pour Maurice et les Seychelles : « Pas d'inquiétude sur la croissance de Maurice »
- 1.3 Économie Bleue ..... 15**
- Économie Bleue : une approche officielle pour Madagascar
- 1.4 Pêche ..... 16**
- Le port de Victoria aux Seychelles s'attend à une baisse d'activité, les navires ont atteint leur quota de thon jaune
- 1.5 Sécurité Maritime ..... 18**
- Head of global maritime crime programme calls on President Faure: Maritime security under the microscope

## UN ENGAGEMENT DURABLE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

Alors que l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie) est née en 1961 sous forme d'une association d'établissements, son bureau régional Océan Indien, devenu aujourd'hui la direction régionale de l'AUF, a été créé il y a 25 ans à Antananarivo, marque d'une régionalisation de l'agence.

**A** l'aune de sa nouvelle programmation quadriennale (2017-2021) récemment adoptée à Marrakech, ce quart de siècle de présence régionale de l'AUF donne à voir comment se traduit l'action de la francophonie universitaire au profit des établissements membres. Soutenir le développement de ses établissements membres est la mission qu'elle s'est donnée dès sa création et qui reste le fil rouge de ses interventions. « L'agence a été fondée autour d'une idée simple, celle d'une solidarité universitaire francophone 'active'. Solidarité entre universités, active grâce à l'impulsion de l'association, une idée forte toujours d'actualité dans un contexte différent », souligne Jean-Paul de Gaudemar, le recteur de l'AUF.

d'étudiants dans le monde depuis les années 90 et leur doublement entre 2000 et 2015 (de 100 à 200 millions). Dans les pays dits en développement, et comme l'illustre la région Océan Indien, ces changements s'inscrivent dans un contexte particulier que caractérisent notamment la création assez récente des universités d'une part et l'insuffisance des infrastructures et des ressources humaines d'autre part.

Au regard de ces changements et défis, ce supplément de « L'Eco austral » permet d'illustrer les réponses apportées par l'AUF dans l'Océan Indien et quelles ont été la stratégie et les actions au long cours pour contribuer à mieux inscrire l'enseignement supérieur et la recherche dans le temps et les dynamiques sociétales. ■

### UNE STRATÉGIE GLOBALE, UNE CONTEXTUALISATION RÉGIONALE

Les changements intervenus depuis sont autant de défis, de l'irruption du numérique à l'augmentation constante du nombre

#### 3 DÉFIS, NEUF AXES: N.E.U.F. COMME NOUVEL ESPACE UNIVERSITAIRE FRANCOPHONE POUR LA QUALITÉ

**Axe 1 :** Contribuer à assurer la qualité dans le domaine de la formation ;

**Axe 2 :** Contribuer à la structuration et au développement de la recherche dans un cadre national et international, et soutenir l'implication des établissements membres dans ce processus ;

**Axe 3 :** Contribuer à la mise en place de gouvernances adaptées aux nouveaux enjeux.

#### POUR L'EMPLOYABILITÉ ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉS

**Axe 4 :** Nouer ou intensifier le dialogue entre le monde académique et les milieux économiques ;

**Axe 5 :** Mieux prendre en compte, dans l'offre de formation initiale, les besoins socio-économiques de l'environnement local ou national des établissements membres ;

**Axe 6 :** Développer la culture et la pratique de l'entrepreneuriat.

#### POUR DES UNIVERSITÉS OPÉRATEURS DU DÉVELOPPEMENT GLOBAL ET LOCAL

**Axe 7 :** Renforcer la contribution des établissements membres au développement économique, social et environnemental ;

**Axe 8 :** Renforcer la contribution des établissements membres au développement linguistique et culturel, incluant la culture scientifique et technique ;

**Axe 9 :** Renforcer la contribution des établissements membres au développement interculturel et à l'ouverture internationale.



#### LES RESSOURCES DE L'AUF

Les ressources financières de l'AUF (36,54 M en 2016) proviennent, à hauteur de 72,2%, de contributions gouvernementales versées par la France, le Canada, le Canada-Québec, la Roumanie, la Communauté française de Belgique, la Suisse le Canada-Nouveau-Brunswick, le Canada Ontario, le Cameroun et le Liban. Les ressources propres de l'Agence, ainsi que des contributions contractuelles et des biens et services à titre gratuit viennent compléter ses moyens.

#### LE FRANÇAIS COMME LANGUE EN PARTAGE

De la francophonie en général comme de la francophonie universitaire en particulier, la langue française est le socle. « Mais le constat est désormais fait que le combat politique et culturel doit être accompagné d'un autre combat, économique, social et environnemental, rappelle Jean-Paul de Gaudemar, recteur de l'AUF. Comme la monnaie, la langue ne trouve sa force internationale que si elle est portée par des puissances reconnues dans tous ces domaines. »



02 Novembre 2017

<http://outremers360.com/economie/cooperation-regionale-la-chine-affirme-son-soutien-a-la-coi-en-faisant-un-don-de-100-000-dollars/>

## Coopération régionale : La Chine affirme son soutien à la COI en faisant un don de 100 000 dollars

Le 31 octobre dernier, l'ambassadeur de la République de Chine Sun Gongyi a fait don de la somme de 100 000 dollars à la **Commission de l'Océan Indien**.

Observateur auprès de la **COI** depuis février 2016, la Chine appuie régulièrement la Commission de l'océan Indien depuis 2009. En effet, il s'agit du 6ème don du pays à destination de l'organisation régionale. Pour l'ambassadeur de la République de Chine à Maurice, Sun Gongyi, c'est une façon d'exprimer le soutien de la République populaire de Chine en faveur de la coopération régionale. « La **COI**, (...) est devenue aujourd'hui une organisation régionale de plus en plus importante qui jouera à l'avenir un rôle de plus en plus grand dans les affaires régionales et internationales. », a-t-il déclaré.

De son côté, **le secrétaire général de la COI Madi Hamada** a souligné que « ce soutien renouvelé de la République populaire de Chine témoigne de l'intérêt du pays aux enjeux du développement dans notre région de l'océan Indien et de l'appréciation positive que porte la Chine sur l'action de notre organisation régionale ».

La Chine n'est pas le premier pays à faire un don à la Commission de l'Océan Indien. En 2012, le gouvernement australien avait fait un don de 200 000 dollars à la **COI** pour réaliser deux actions d'intégration des risques dans les politiques d'aménagement du territoire à Madagascar et aux Comores.



# COI et ses Projets

Coopération

03 Novembre 2017

<http://ecoaustral.com/la-chine-fait-un-don-de-100-000-dollars-la-coi/>

**L'Eco austral**  
LES PROJETS ET LES BÉNÉFICIAIRES DE L'OCCÉAN INDIEN

## La Chine fait un don de 100 000 dollars à la COI

Par La rédaction



« La COI (...) est devenue aujourd'hui une organisation régionale de plus en plus importante qui jouera à l'avenir un rôle de plus en plus grand dans les affaires régionales et internationales », explique l'ambassadeur de Chine à Maurice, Sun Gongyi, en remettant un chèque de 100 000 dollars au Secrétaire général de l'organisation, Madi Hamada. - DR

« La **COI**, (...) est devenue aujourd'hui une organisation régionale de plus en plus importante qui jouera à l'avenir un rôle de plus en plus grand dans les affaires régionales et internationales », explique l'ambassadeur de Chine à Maurice, Sun Gongyi en remettant un chèque de 100 000 dollars au **Secrétaire général de l'organisation, Madi Hamada**.

Membre observateur auprès de la **Commission de l'océan Indien (COI)** depuis février 2016, Pékin l'appuie régulièrement depuis 2012.

L'ambassadeur Sun Gongyi, en poste à Maurice depuis septembre 2017, ajoute « mon **pays (...) est prêt à continuer (...) à travailler avec la COI** pour mettre en œuvre des projets concrets afin de contribuer au développement de ces pays membres. »



À l'occasion de sa visite, l'ambassadeur Sun Gongyi a signé le livre d'or pour témoigner de son passage au siège de la COI. - DR

Quant au **Secrétaire général de la COI, Madi Hamada** a souhaité que cette cérémonie « soit le prélude à une coopération renforcée de la Chine avec notre organisation afin que nous puissions faire face ensemble aux grands défis du développement qui se posent à nos États insulaires et qui influent tant sur la stabilité à long terme de l'océan Indien. »



## Réunion du Bureau de l'Association des Villes et Communes de l'Océan Indien à Saint-Denis

**Le Bureau de l'Association des Villes et Communes de l'Océan Indien s'est tenu à Saint-Denis (Réunion) le 3 novembre et a rassemblé l'ensemble des Maires des capitales de l'Océan indien : Port-Louis et Antananarivo, Co-présidents de l'AVCOI, St Denis de la Réunion, La Possession, Moroni, Victoria et Mamoudzou.**

Les Membres du Bureau de l'AVCOI ont mis en place un fonds d'urgence pour appuyer les actions de lutte contre la peste à Antananarivo. Une première contribution financière a été annoncée par la Mairie de Saint Denis. Ils ont également validé le recrutement du Secrétaire exécutif de la structure, le plan d'action de la structure, le plaidoyer en direction de la **Commission de l'Océan Indien**, la mise en place d'études et d'activités concrètes en matière d'assainissement et de lutte contre les changements climatiques.

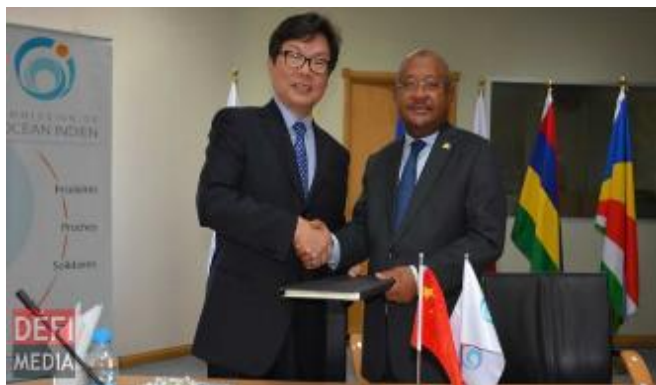
Le plan d'action est articulé autour des axes suivants :

- ▶ Renforcer la communication de l'AVCOI
- ▶ Soutenir la demande de partenariat avec la **Commission de l'Océan Indien**
- ▶ Produire des connaissances sur la question des déchets en milieu insulaire
- ▶ Sensibiliser les autorités locales de l'Océan Indien sur le développement durable et le changement climatique
- ▶ Poursuivre la structuration interne de l'AVCOI

La réunion a également permis de visiter les futurs locaux de l'AVCOI mis à disposition par la Mairie de Saint-Denis. Au cours d'un long entretien accordé quelques jours auparavant, à Maurice, au Maire de Port-Louis et au Secrétaire permanent de l'AIMF, **SEM Hamada Madi Boléro, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien**, a pris en compte le rôle incontournable des Collectivités territoriales dans le développement économique et social de la sous-région.

## Chine - COI : un soutien renouvelé

PAR DEFIMEDIA.INFO



La République populaire de Chine réitère son soutien à la coopération régionale à travers un nouveau don de 100 000 dollars. L'Ambassadeur de la République populaire de Chine à Maurice, Sun Gongyi, et le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Madi Hamada, ont signé l'accord

de don au siège de l'organisation régionale le 31 octobre 2017.

Observateur auprès de la COI depuis février 2016, la Chine appuie régulièrement la Commission de l'océan Indien depuis 2012. Son ambassadeur, Sun Gongyi, en poste à Maurice depuis septembre 2017, a souligné le rayonnement acquis par la COI avec le temps : « la COI, (...) est devenue aujourd'hui une organisation régionale de plus en plus importante qui jouera à l'avenir un rôle de plus en plus grand dans les affaires régionales et internationales. »

Pour le SG de la COI « ce soutien renouvelé de la République populaire de Chine témoigne de l'intérêt de votre pays aux enjeux du développement dans notre région de l'océan Indien et de l'appréciation positive que porte la Chine sur l'action de notre organisation régionale ». Le Secrétaire général de la COI a fait part également de son souhait que cette cérémonie « soit le prélude à une coopération renforcée de la Chine avec notre organisation afin que nous puissions faire face ensemble aux grands défis du développement qui se posent à nos États insulaires et qui influent tant sur la stabilité à long terme de l'océan Indien. »

L'ambassadeur Gongyi est d'ailleurs allé dans le même sens que le SG de la COI en déclarant que « la Chine (...) est prête à continuer (...) à travailler ensemble avec la COI pour mettre en œuvre des projets concrets afin de contribuer au développement des pays membres de la COI. »

À l'occasion de cette visite, le Secrétaire général a également invité l'ambassadeur Sun Gongyi à signer le livre d'or pour témoigner de son passage au siège de la COI.



# COI et ses Projets

Environnement

23 Octobre 2017

<http://mailchi.mp/unep/pedrr-weekly-news-alert-issue-233-investing-in-nature-101-a-triple-win-for-cities-communities-and-developers>

**PEDRR**  
Ecosystems for Adaptation  
and Disaster Risk Reduction



## PEDRR Shoutout: Western Indian Ocean Islands take matters into their own hands with Eco-DRR training



Due to growing interest in Eco-DRR, the Ministry of Social Security, National Solidarity, and Environment and Sustainable Development of Mauritius, invited IUCN to deliver an Eco-DRR training from 9-13 October 2017, in partnership with the Indian Ocean Commission. The training aimed to strengthen national capacities to mainstream Eco-DRR in national and local development planning.

The workshop convened 40 participants from disaster management, environment, local authorities and other concerned ministries/organisations in Mauritius as well as representatives from Madagascar, Seychelles and Zanzibar. See a video from the workshop [here](#).



[https://www.youtube.com/watch?v=G5Fem\\_mTT3k&feature=youtu.be](https://www.youtube.com/watch?v=G5Fem_mTT3k&feature=youtu.be)



## Démarrage de la COP23 : Urgence de solutions de rupture



La Conférence de Bonn fera le point sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Ratifié voici un an, ce traité s'appuie sur les plans d'action climat nationaux appelés Contributions Déterminées au Niveau national (NDC), qui contribuent à l'effort international visant à maintenir l'élévation de la température mondiale bien en

dessous des objectifs de l'Accord de deux degrés Celsius.

L'ambition principale étant de maintenir l'augmentation de la température mondiale bien en dessous de 2 degrés Celsius et de mener des efforts encore plus poussés pour limiter cette augmentation à 1,5 degré Celsius. Une action immédiate et rapide est urgente car malgré les promesses et les efforts réalisés jusqu'ici, le monde reste encore sur une trajectoire de hausse moyenne de la température d'au moins 3 degrés, peut-être même plus.

### Personne ne peut ignorer

Concrètement cela signifie la perte de la calotte glaciaire du Groenland, l'augmentation de l'élévation du niveau de la mer, des dégradations majeures de vastes écosystèmes naturels comme l'Amazone sans compter une mise en péril de la circulation des courants marins. Les températures ont déjà augmenté d'environ 1°C par rapport à l'ère pré-industrielle. Ce sont ces différents faits qu'ont rappelé hier les intervenants lors de la séance plénière d'ouverture de la COP23 : Salaheddine Mezouar, président de la COP22 à Marrakech, Frank Bainimarama, président de la COP23, Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC), Petteri Taalas, secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, Hoesung Lee, président du GIEC, Barbara Hendricks, ministre de l'Environnement de l'Allemagne, et Ashok - Alexander Sridharan, maire de Bonn.

## **Un dialogue fidjien**

La COP23 est organisée selon le principe « d'une conférence, deux zones ». Les négociations intergouvernementales se passeront dans la « zone Bula », mot fidjien qui signifie « bonjour » et exprime une bénédiction, un souhait de santé et de bonheur. Parallèlement, les pays ont l'intention d'introduire dans les négociations le concept de « Talanoa ». Originaire des Fidji, ce processus de dialogue inclusif, participatif et transparent conduit à une prise de décision pour le bien collectif, qu'il s'agira de maintenir en 2018. Les discussions seront sous-tendues par trois questions fondamentales – Où sommes-nous ? – Où voulons-nous aller ? Comment y parvenir ? Elles s'achèveront lors de la COP24 en Pologne l'année prochaine et ouvriront la voie à des révisions à la hausse des plans d'action climat nationaux afin de mieux tenir compte de la science lors de la fenêtre 2019-2020.

## **Travailler sur les méthodes**

Par ailleurs, les gouvernements vont également travailler sur ce que l'on peut appeler le « système d'exploitation » de l'Accord de Paris – soit un descriptif complet des méthodes et moyens pour aider tous les gouvernements, soutenus par les acteurs non-Parties, pour atteindre au mieux les objectifs de l'Accord de Paris et cela aussi bien maintenant, qu'au fil des années et dans les décennies à venir. L'échéance pour ce sujet est aussi prévue en Pologne en 2018. Les négociateurs de la COP23 se disent impatients d'avancer sur d'autres travaux inachevés dans le cadre de la Convention. Il s'agit notamment de vérifier l'évolution de l'engagement annuel d'un montant de 100 milliards de dollars à destination des pays en développement d'ici 2020 et de l'entrée en vigueur de l'amendement de Doha au premier traité international de réduction des émissions, le protocole de Kyoto.

## Blue Economy, tourism two areas of cooperation for Seychelles, Ireland, new ambassador says

By: **Salifa Karapetyan**, Edited by: **Betymie Bonnelame**



Ireland also depends greatly on tourism and fisheries, and the two diplomats touched upon how both countries can come together to maximise the benefits of these two industries. (Thomas Merton, Seychelles News Agency)  
Photo license: 

The Blue Economy and tourism are two main areas of cooperation that Seychelles and Ireland can work on together, the first Irish ambassador to the island nation in the western Indian Ocean said Tuesday.

Paul Sherlock presented his credentials to President Danny Faure of Seychelles at State House, Victoria. "As Ireland is a small island

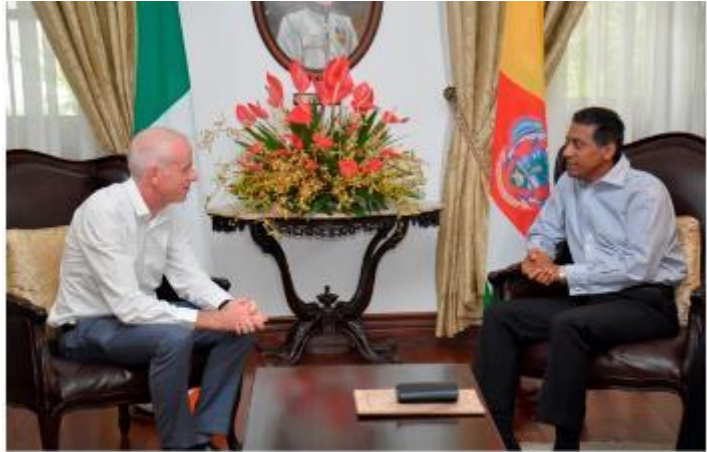
state like Seychelles, we spoke about the importance of the Blue Economy, which is important for both countries," said Sherlock.

He added that Ireland also depends greatly on tourism and fisheries, and the two diplomats touched upon how both countries can come together to maximise the benefits of these two industries. Discussion about the Blue Economy was further held with Vice-President Vincent Meriton, who holds the portfolio.

"We spoke a little about COP23 in Bonn, which is happening this week, and also the importance of protecting the environment and how Ireland, together with Seychelles, have worked very closely in New York in terms of the Sustainable Development Goals," said Sherlock, referring to the **UN climate conference** taking place now in Bonn, Germany.

Bilateral relationships between Seychelles and Ireland have existed since 1999.

Talking more about tourism, Sherlock said that Seychelles and Ireland have had a nice partnership over the years. "In Ireland, we have some of the best universities in the world and there are many people who have come from the Republic of Seychelles to study in our universities, and one of them is Shannon College."



Touching upon climate change, the ambassador told the press that the two island states need to come together to get clear actions on how to move forward. (Thomas Meriton, Seychelles News Agency) Photo License: CC-BY

Touching upon climate change, the ambassador told the press that the two island states need to come together to get clear actions on how to move forward.

"Ireland is far away from Seychelles, but we have many things in common, including our belief and values around openness, transparency, equity, and inclusiveness. Though the countries are far apart, we are actually quite close when it comes to many issues," said Sherlock.

As the first Irish ambassador to the Seychelles, he said he is committed to seeing the bilateral relationship between the two countries strengthen. He sees his role as being the mean by which organizations that have an interest in Ireland can be channeled through.

Talking about the recent report from Seychelles' auditor general in which Irish nationals are involved in a missing \$6.7 million, the ambassador said that he has been briefed by the president and is aware of the on goings. Sherlock will be based in Dar Es Salaam, Tanzania.



## Questions à Mathieu Discour, directeur de l'AFD pour Maurice et les Seychelles : « Pas d'inquiétude sur la croissance de Maurice »

PAR KAMLESH BHUCKORY



Partenaire de l'économie mauricienne depuis les premières années postindépendance, l'Agence française de développement (AFD) célèbre la décennie de son retour permanent sur notre territoire. Mathieu Discour, en poste à Maurice depuis trois ans,

fait le survol de cette période.

### **L'AFD célèbre ses 10 ans de présence à Maurice. Au cours de cette période, quel a été le montant décaissé ? Quelles sont les principales réalisations ?**

L'AFD a rouvert son agence il y a 10 ans. On était présent à Maurice de 1975 à 1995. En 2007, on est revenu, à la demande des autorités mauriciennes qui souhaitaient accéder à des financements internationaux. L'AFD avait alors un mandat dans les pays émergents. Depuis notre réouverture il y a 10 ans, nous sommes intervenus assez massivement et avons pu décaisser 429 millions d'euros. Il y a quand même 16 millions d'euros en faveur de la Commission de l'océan Indien dont on est un partenaire technique et financier assez important. Le reste, ce sont des financements pour les banques avec des lignes de crédit SUNREF (Sustainable Use of Natural Resources and Energy Finance), soit 90 millions d'euros. Ce sont aussi des financements à l'État, faisant de l'AFD un bailleur de fonds important pour le pays.

Les principales réalisations s'articulent autour de trois axes. Le premier a trait à Maurice Île durable. Le deuxième concerne les lignes de crédit SUNREF. Nous avons soutenu trois banques du pays : la Banque des Mascareignes sur la première ligne de crédit, la MCB et la SBM qui sont sur la première et deuxièmes lignes. Ce label de finance verte de l'AFD a permis de financer plus de 250 projets avec des impacts en termes d'économie d'énergie, économie d'eau, réduction des gaz à effets de serre. Le troisième concerne le financement du port. L'extension du quai, qui a été inauguré il

y a quelques semaines, a été financée par l'AFD à hauteur de 42 millions de dollars et une subvention de l'Union européenne. On finance aussi la rénovation et l'achat de nouveaux portiques pour la Cargo Handling Corporation.

### **Quelle suite l'AFD compte-t-elle donner à SUNREF ?**

Une somme de 2,5 milliards d'euros a été engagée auprès des banques des pays émergents et du Sud. Maurice fait partie de manière significative de ce contingent de banques engagées. On est déjà à un montant de 100 millions d'euros. On étudie la possibilité d'une nouvelle ligne de 75 millions d'euros. Maurice a aussi été l'un des premiers pays à s'engager sur SUNREF. On a le recul nécessaire. Les banques mauriciennes – MCB, SBM et Banque des Mascareignes – ont vraiment saisi cette opportunité pour investir le business de la finance verte et ont permis au secteur privé d'apporter sa contribution à la réalisation des objectifs du développement durable.

### **Comment se présente la prochaine décennie ? Est-ce que nous devons nous attendre à une continuité de ce qui a été fait jusqu'ici ?**

La réouverture d'un bureau à Maurice découle d'un accord entre deux gouvernements. Notre action s'inscrit dans la politique en faveur des pays émergents. Il y a la volonté d'accompagner ces pays dans les nouvelles transitions qu'elles devront affronter. Si Maurice continue à exprimer le besoin, on sera évidemment toujours disponibles. On a un atout. L'AFD dispose d'un bureau local avec 10 personnes par rapport à d'autres bailleurs internationaux. Un autre sujet est la problématique de l'insertion régionale. Cet aspect est très important pour nous parce qu'on est une agence du gouvernement français. La Réunion est un territoire français et européen. On a un mandat spécifique pour travailler à l'intensification de cette relation. Il y a également la **COI** avec laquelle on a un rôle spécifique.

### **Quelle est votre analyse de la situation économique dans le pays ?**

Les indicateurs du Fonds monétaire international montrent une reprise de la croissance. Celle-ci est également confirmée par les enquêtes de perception. Tout cela repose sur une dynamique internationale favorable. Nous n'avons pas d'inquiétude sur la capacité de Maurice à poursuivre sa croissance. Il y a des problèmes d'intention qui sont connus comme les enjeux démographiques, la productivité, et l'inadéquation de compétences. Maurice est l'un des rares pays au monde à n'avoir jamais connu de récession depuis son indépendance. Quelles que soient les difficultés à court terme, il y a cette résilience qui est souvent montrée en exemple et qui est réelle. Les fondamentaux de l'économie sont bons. Sur les court et moyen termes, il n'y a aucune inquiétude à se faire. Les enjeux pour passer à un statut de pays à revenus élevés sont connus. La question de nouveaux relais de croissance se pose. Évidemment, il va falloir investir massivement sur des sujets innovants.

## Economie bleue : une approche officielle pour Madagascar

Par **Les Nouvelles**.



Avec un espace maritime deux fois plus vaste que son espace terrestre et où 60% de sa population vivent dans la zone côtière, Madagascar est un Etat maritime qui se doit de tourner vers la mer pour redresser son économie.

C'est officiel. Depuis l'an dernier, on aborde l'économie bleue de manière officielle à travers la mise en place du Secrétariat d'Etat chargé de la mer (SEMer). En fait, ce dernier est mandaté d'élaborer la «*Stratégie Nationale de la mise en place de l'Economie Bleue*», pour le pays.

Certes, l'exercice d'activités génératrices de croissance bleue n'est pas nouveau, pourtant la volonté officielle de cadrage et de valorisation est inédite. Ainsi, pour contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable, les questions liées à la gestion et à l'exploitation de la mer ne seront plus négligées. Concrètement, il s'agirait de la promotion et l'optimisation des activités en mer, de l'appareillage du secteur de la biotechnologie marine, ou encore de la création d'emplois bleus.

### **Étapes franchies et proches perspectives**

Le 9 août dernier, la communication verbale relative à l'approche sur la mise en place de l'économie bleue à Madagascar a été adoptée en Conseil des ministres. Suivie de l'adoption du projet de décret portant création du Cadre national de la mise en place de l'économie bleue à Madagascar, le 19 septembre dernier en conseil de Gouvernement, et le 11 octobre, en Conseil des ministres. Et bientôt, les comités de coordination seront créés. Et à ce sujet, le SEMer soumettra le document stratégique aux acteurs concernés.

En effet, l'économie bleue est l'ensemble des activités menées en mer et sur le littoral, coordonnées de manière à favoriser la croissance économique du pays, tout en veillant à la préservation de l'environnement et au profit de la population locale.

Plusieurs initiatives ont déjà vu le jour à Madagascar, comme la culture de concombre de mer et le développement de l'algoculture villageoise à Toliara, la crevetticulture à Mahajanga et à Nosy Be, la construction du port d'Ehoala à Taolagnaro, l'extension du port de Toamasina, ou encore le développement de l'écotourisme marin.

Recueillis par Haja R.

15

## Head of global maritime crime programme calls on President Faure : Maritime security under the microscope



Alan Cole, the head of Global Maritime Crime Programme (GMCP) of the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) is in Seychelles to discuss projects related to maritime security and yesterday morning he was received by President Danny Faure at State House.

They discuss different issues related to maritime security and the fight against drugs and other crimes committed at sea. Mr Cole was accompanied by the UNODC programme coordinator *Shanaka Jayasekarawho* who was previously based here.

Speaking to the local press soon after, Mr Cole reaffirmed the UNODC's long association with Seychelles which has played a significant role in the fight against Somali pirates. But now that pirate's attacks have abated considerably, the greatest challenge at sea is fighting trafficking in illicit drugs among other maritime crimes.

Mr Cole said his discussions with President Faure centred on the different approaches to fight drug trafficking and explore ways the UNODC can be of assistance to Seychelles in its fight to address the national drugs problem. With over a dozen Somali pirates still in prison here Mr Cole said efforts are being stepped up to repatriate them hopefully by the end of the year. But he stressed that there is no guarantee that there would be no more pirate attacks and in that regard, he reaffirmed the UNODC's commitment to continue to help Seychelles do its part.

The UNODC has done a lot of work specific to piracy issues as well as provide support and boost capacity in various other areas. But in spite of the reduction in piracy attacks Mr Cole said the UNODC has a mandate to support Seychelles in boosting its law enforcement capacity in order to fight organised crimes but this is related specifically to drugs trafficking.



Asked about any other particular area in which the UNODC can bring its assistance, Mr Cole said “we want to reinforce Seychelles’ maritime law enforcement training centre to train more foreign nationals. We are working on a database for the Seychelles police and we are also helping the judiciary”. In Seychelles to discuss some important projects related to maritime security and drug issues, Mr Cole was expected to meet officials from different ministries, the commissioner of police, visit the coastguard base and the Montagne Posée prison.

## Le port de Victoria aux Seychelles s'attend à une baisse d'activité, les navires ont atteint leur quota de thon jaune.

By : **Salifa Karapetyan**, Edité par : **Betymie Bonnelame**, Traduit par : **Rassin Vannier**



Le thon débarqué au Port de Victoria l'un des principaux ports de l'Océan Indien (Seychelles Fishing Authority)  
Photo: iStock

Les activités portuaires devraient être réduites d'ici au début du mois de décembre, les senneurs atteignent leur quota de pêche de thon jaune, a déclaré un responsable de l'autorité portuaire des Seychelles à la SNA. Les 13 senneurs opérant sous le pavillon des Seychelles ont entre 125 et 725 tonnes métriques (MT) d'albacore qu'ils peuvent capturer cette année. Vincent Lucas, un

officier de l'Autorité des pêches des Seychelles (SFA), a estimé que "les opérations se poursuivraient environ un mois sur les deux restants" d'ici la fin de l'année.

"Cela ne veut pas dire que tous les navires arrêteront leurs opérations le 1er décembre. Certains navires peuvent encore faire, deux voyages avec leur quota de 725 MT," a déclaré Lucas. Il a ajouté que bien que les opérations reprennent le 1er janvier, c'est seulement un mois plus tard que le débarquement aura lieu. Cela représentera un autre mois d'activités portuaires limitées.

La Commission des thons de l'Océan Indien (CTOI) a annoncé l'année dernière que l'albacore était surexploité d'après un rapport du comité scientifique. Pour reconstituer les stocks, la commission a réduit de 15 pour cent la pêche. Les Seychelles, un archipel de l'ouest de l'Océan Indien, ont commencé à appliquer ces mesures le 1er juin. L'autorité des pêches a surveillé l'évolution de la pêche au cours de la première moitié de l'année. Après cela, chaque navire a reçu un quota de pêche de 1088 tonnes métriques. Tous les navires battant pavillon des Seychelles, sauf les Espagnols, passeront environ un mois au port. "L'administration espagnole

a mis en place une interdiction complète de l'albacore, qui est entrée en vigueur le 5 novembre", a déclaré Miguel Herrera, directeur de l'Organisation des Armateurs des thoniers senneurs (OPAGAC).



Les activités portuaires devraient être réduites d'ici au début du mois de décembre [Seychelles News Agency] Photo License: CC-BY

L'organisation espagnole a déclaré à la SNA que l'adoption de cette fermeture, qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'année, était basée sur l'estimation de la date à laquelle la capture totale d'albacore devait être atteinte. "La fermeture [a conduit à une fermeture complète des activités de pêche des senneurs espagnols dans l'Océan Indien et, donc, il n'y aura pas de captures avant la reprise des activités]", a déclaré Herrera.

Comme la pêche à la senne est une pêcherie multi espèce, l'interdiction des captures d'albacore sera effectivement étendue à d'autres espèces cibles telles que le listao et le thon obèse. "L'approvisionnement de la conserverie locale aux Seychelles sera interrompu au moins jusqu'à la troisième ou quatrième semaine de 2018. La plupart des services portuaires - carburant, eau, sel, débardeurs - seront également arrêtés", a ajouté M. Herrera.

Le secteur de la pêche est le deuxième pilier de l'économie des Seychelles, et le manque d'activités pourrait avoir des « conséquences désastreuses sur les moyens de subsistance des Seychelles et sur l'économie dans son ensemble ». Lucas a déclaré qu'à l'avenir, chaque navire connaîtra son quota exact avant le 1er janvier.

Cela leur permettra de mieux le gérer afin qu'il dure toute l'année. En outre, nous proposons une réduction du nombre de jours en mer, après chaque voyage, le navire reste au port pendant deux ou trois jours de plus, ce qui permettra au quota de durer plus longtemps », a déclaré Lucas. Cette suggestion a été faite au début de l'année par l'OPAGAC, qui, selon eux, aurait pu contribuer à réduire le nombre de jours en mer et réduire les captures d'albacore.

Pendant la période où les navires seront au port, les senneurs étrangers pourront effectuer l'entretien annuel dans d'autres ports de la région.